

Pourtant, lorsque nous présentons à la Chambre l'un des problèmes les plus importants qui affecte l'économie canadienne, on fait la sourde oreille et la salle se vide.

Il y a seulement quatre ans, le blé était notre premier article d'exportation; il y a quelques mois il était le quatorzième je pense. Quant à la place qu'il occupe aujourd'hui, je tremble d'y penser. Lorsqu'un domaine de l'économie tel que le blé se détériore si rapidement, lorsqu'un secteur absolument essentiel à nos yeux dégringole si vite, que devons-nous faire? Puisque je siége dans l'opposition, personne ne s'attend, je suppose, à me voir offrir des suggestions, mais je voudrais pouvoir soulever deux points. Premièrement, j'estime que le secteur de l'économie canadienne que nous sommes en train de discuter devrait être immédiatement traité avec tout au moins la même justice que tous les autres. D'autres pays manifestent plus de respect pour nos céréales.

Je tiens aussi à rappeler au ministre qu'il y a moins de blé inventu dans le monde, d'une façon générale, qu'il y en avait l'année dernière et bien moins qu'il y a dix ans. A vrai dire, tous les pays du monde à l'heure actuelle n'ont du blé en réserve que pour un an seulement. Selon moi lorsqu'on a des approvisionnements que pour un an, il n'y a vraiment pas lieu de parler de surabondance. Une sécheresse au Canada ou dans l'un des grands pays producteurs de blé modifierait la situation. Pourtant on nous adjure sans cesse de réduire notre production de blé. Nous la réduisons et nous n'arrivons pas quand même à l'écouler. A mon avis le ministre devrait être prudent et tenir compte du fait que le monde n'a de provisions de blé que pour un an. La réduction ne nous incombe pas, car la nature peut très bien s'en charger.

D'autres pays du monde considèrent l'agriculture de notre pays même si notre gouvernement ne semble pas s'y intéresser. Le gouvernement japonais a conclu directement avec des producteurs un contrat pour la livraison au Japon d'une récolte de colza qui poussera sur des centaines de milliers d'acres au Canada. Il semble que d'autres pays conçoivent nos possibilités mais pas notre gouvernement. Ce n'est tout simplement pas logique.

Lorsque le ministre de l'Agriculture a pris la parole à Chatham il a rappelé à la population que cet état de choses avait un aspect réjouissant: le consommateur était le plus avantage dans l'affaire. Or, ce n'est là qu'un écran de fumée dressé par le gouvernement actuel. Dire que le consommateur est avantage alors que le coût de la vie est plus élevé que jamais, que les taux d'intérêt et le chômage atteignent des sommets sans précédent, voilà qui est ridicule.

Comment un ministre du gouvernement actuel peut-il faire des déclarations aussi sottes? C'était sûrement une astuce de sa part, pour faire oublier aux gens le véritable problème, qu'il cherche à éviter. Puisqu'il est lui-même agriculteur et propriétaire de ranch, je ne vois pas comment il peut parler des prétendus principes directeurs et de programmes souples. J'admets que les problèmes de l'agriculture requièrent une certaine souplesse, mais est-ce qu'on en fait preuve actuellement? Absolument pas. Je signalais tout à l'heure aux représentants qu'il y a près d'un an que notre ferme a bénéficié d'un quota. Où donc est la souplesse du gouvernement de ce côté?

Au dire de certains représentants, cet après-midi, il y a de la place pour l'entreposage à la tête des Lacs. Le ministre nous dit «Pourquoi ne parlez-vous pas aux fermiers de notre travail remarquable et magnifique, car nous voulons que cet espace libre soit rempli en avril ou en mai». Ma foi, pourquoi ne pas le remplir maintenant? Quelle différence y aurait-il? En tout cas, les gens qui n'ont pas bénéficié de quotas depuis longtemps, sont sans le sou et paient depuis deux ou trois ans des taux d'intérêt exorbitants la verraient, la différence.

Des taux d'intérêt comme ceux-là devraient porter un autre nom, car aucun agriculteur ni aucun industriel obligé de se procurer de l'argent par ce moyen, personne dis-je, ne peut songer à réaliser un bénéfice quelconque. Pourquoi ne pas remplir tout de suite l'aire d'entreposage? Pourquoi le gouvernement veut-il être méthodique et efficace? Le ministre peut appeler cela de la souplesse, mais ce n'en est pas à mes yeux. Le gouvernement n'est même pas capable d'acheminer quelques chargements de graine de colza vers la côte pour les expédier à nos clients d'outre-mer. Vous pouvez juger de sa souplesse.

Que pourrions-nous faire d'autre? Nous pourrions modifier notre système de classement, car le besoin s'en fait sentir depuis longtemps, et en instaurer un qui tiendrait compte de la teneur en protéines du blé. C'est un système employé par les acheteurs, surtout par les acheteurs de premier ordre, tels que les minoteries et les distilleries, ainsi que par un grand nombre de nos clients d'outre-mer. Ils en savent davantage sur nos récoltes, me semble-t-il, que le gouvernement lui-même. Ils savent quelles régions produisent le blé riche en protéines. Je signale que pour les minoteries et les distilleries en particulier, le blé riche en protéines est beaucoup plus apprécié que le blé qui en contient peu. Si nous pouvions instaurer un nouveau système de classement qui tiendrait compte de ces facteurs, nous serions peut-être en mesure d'instaurer un régime de deux prix sur le